

Ecrit par le 21 novembre 2024

Sérignan-du-Comtat : McDonald's et A69, même combat ?



D'un côté, une partie des habitants de Sérignan-du-Comtat refusent l'installation d'un McDonald's dans leur commune. De l'autre, en Occitanie, des écologistes ne veulent pas voir se construire l'autoroute A 69, devant relier Castres à Toulouse. A priori deux combats qui n'ont pas grand-chose à voir l'un avec l'autre.

A Sérignan-du-Comtat, il n'est pas question d'installer une ZAD et de se mettre en position d'en découdre avec les forces de l'ordre pour s'opposer à l'installation d'un énième fast-food. A toute « faim utile » précisons que la France qui se targue d'être la patrie de la gastronomie est le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de fast-food de cette enseigne américaine (plus de 1500). Mais revenons à nos amis de Sérignan, ce petit village provençal qui s'honore de son ancrage dans la nature et le respect de l'environnement. On y voit d'un mauvais œil l'installation de ce McDo de 400 M² surtout que derrière ce projet on y découvre la future installation d'un centre commercial, d'une station-service et d'une laverie. Et tout cela à l'entrée du bourg...

Écrit par le 21 novembre 2024

Imaginez au pays de Jean-Henri-Fabre, un des pères de l'éthologie, avec ses landes de terre en friche riches de collections botaniques uniques, et son naturoptère dédié à l'observation et la connaissance des insectes et des plantes. C'en était trop pour les sérignanais(es).

La modernité aurait-elle changée de camps ?

A Sérignan comme en Occitanie avec l'autoroute, c'est la même intention qui s'exprime. Celle de voir émerger un autre modèle. Ce qui était, il y a encore peu de temps, l'expression d'une modernité salubre est aujourd'hui remis en cause et contesté par une partie de la population. Cela dépasse largement le cadre des écologistes engagés. La modernité aurait-elle changée de camps ? Cependant on ne saurait ignorer la parole de ceux qui sont pour, ceux qui parlent développement économique et emplois. Cas déjà évoqué ici avec [la ZAC des Hauts-banquets de Cavillon](#).

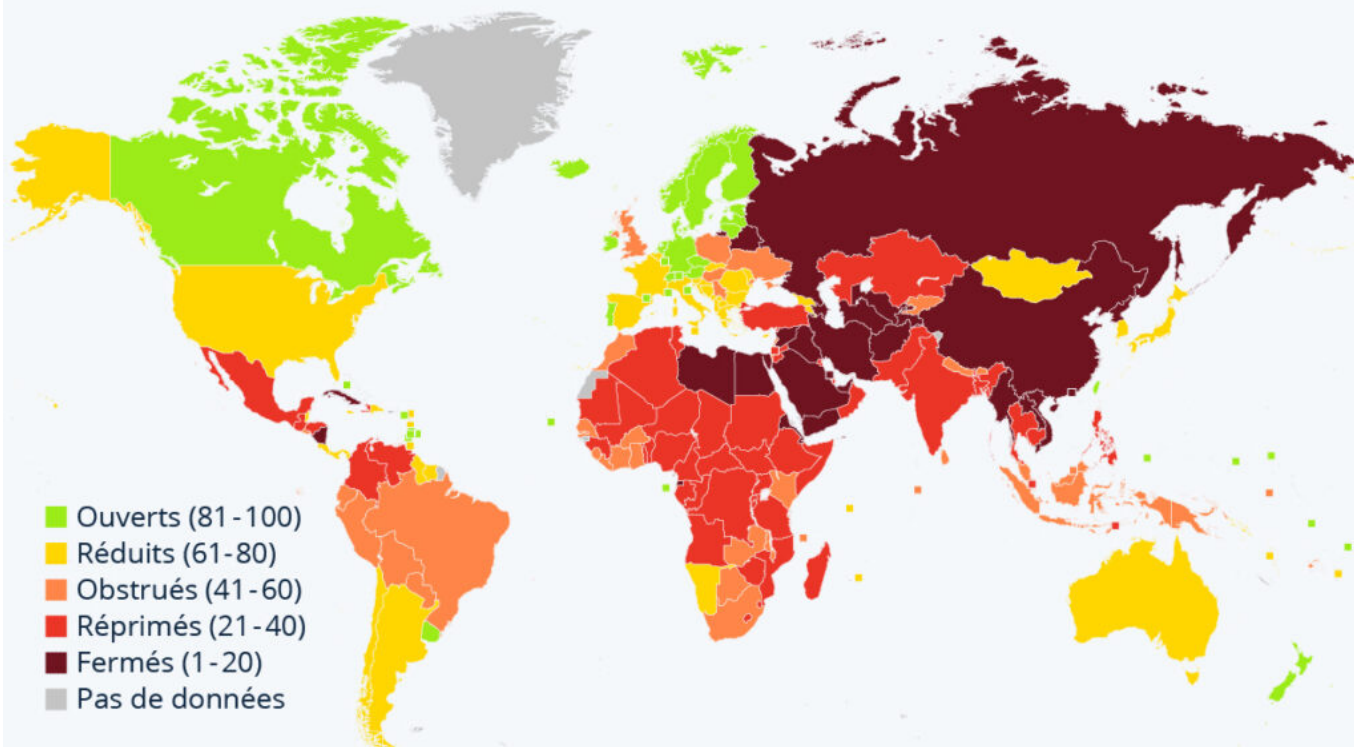
Dans les deux cas, à Sérignan comme en Occitanie, le fait de pouvoir participer aux décisions et en particulier si elles vous concernent directement, apparaît comme une nécessité qu'on ne saurait ignorer plus longtemps. De ce point de vue les pétitions ou les ZAD ne peuvent suffire.

La liberté de manifester en péril dans le monde

Écrit par le 21 novembre 2024

La liberté de manifester en péril dans le monde

Évaluation des droits de manifester par pays en mars 2023 *



* Évaluation basée sur un score de 0 à 100 rendant compte de l'état de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Source : CIVICUS Monitor



Qu'il s'agisse de [manifestations de masse](#) réclamant un changement social et politique ou de mouvements sociaux organisés pour protester contre une loi, la hausse du coût de la vie ou la crise climatique, les citoyens du monde entier continuent de descendre dans la rue pour exprimer leur opinion, manifester un [désaccord](#) et réclamer la justice. Mais bien que les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique soient reconnus comme étant fondamentaux dans les normes internationales en matière de droits

Écrit par le 21 novembre 2024

humains, les gouvernements ne cessent de les restreindre.

L'évaluation réalisée depuis 2017 par [CIVICUS Monitor](#) suggère que la société civile est confrontée à un environnement de plus en plus hostile. Les données collectées montrent qu'au niveau mondial, les États font un usage injustifié et excessif de la force pour disperser ou détenir des manifestants pacifiques. Dans certains cas, comme récemment au Myanmar et en Iran, la police voire l'armée a même recours illégalement à la force meurtrière.

Selon la dernière mise à jour datant de mars 2023, 27 pays ou territoires affichent un espace civique « fermé », 50 sont considérés comme « réprimés » et 40 comme « obstrués ». Au total, 117 États sur 197 connaissent de graves restrictions des libertés civiles et il est estimé que 28 % de la population mondiale subi une très forte répression. En comparaison, 42 pays (dont la France) ont un espace civique « réduit » et seulement 38 sont considérés comme « ouverts ».

L'année dernière, 5 pays ont basculé dans la pire catégorie, à savoir le Myanmar, l'Afghanistan, le Tadjikistan, Hong Kong et la Russie, qui sont désormais classés comme « fermés ». Le Lesotho, le Guatemala et la Tunisie sont quant à eux tombés dans la catégorie « réprimés » et 3 autres pays ont été rétrogradés dans la catégorie « obstrués » : le Ghana, la Grèce et le Royaume-Uni.

« Même si l'Europe compte le plus grand nombre de pays considérés comme « ouverts », aucune région n'est à l'abri des moyens répressifs utilisés par les gouvernements pour restreindre les libertés », soulignent les auteurs de l'étude. « Au cours des cinq dernières années, 8 pays européens ont vu leur classement baisser en raison de la détérioration des conditions d'exercice des libertés civiles ».

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Le Collectif Anti-faubourgs se comptera ce samedi 18 décembre, à partir de 9h, devant la mairie d'Avignon

Le collectif 'Anti-plan faubourgs' regroupant plusieurs membres d'associations de quartier demande à ce que le plan de circulation soit revu et pour cela entame une action pacifique de communication samedi 18 décembre, à partir de 9h et toute la journée devant le parvis de la mairie d'Avignon.

Ecrit par le 21 novembre 2024

Pour gagner en visibilité, le collectif appelle tous les citoyens qui le souhaitent à venir les rejoindre et, sur un fil tendu entre les deux réverbères, à accrocher un panneau de sens interdit en carton portant la mention 'Non au plan Faubourgs' et d'autres affichettes évoquant les problèmes rencontrés. Sur place, des pétitions sur papier ou en ligne seront mises à la disposition des personnes intéressées, ainsi qu'un cahier de doléances. L'opération devrait se dérouler toute la journée.

Les arguments

«Suite à des réunions 'préalables' qui ont été de simples réunions d'information sans réelle concertation ni rétroaction sur les projets engagés, ce plan, imposé à la population, se traduit, dans les faits, par des nuisances en contradiction avec les objectifs visés,» s'indigne Gérard Huin d'Angelo, membre du collectif Anti faubourgs d'Avignon aux côtés de Tanguy Barthouil, Jacques Saugier, Pierre Faure et Mireille Garcia.

Un temps de trajet augmenté

«De ce fait, nous nous heurtons à des mesures qui impactent la qualité de vie des riverains, des habitants des communes limitrophes venant travailler sur Avignon, des usagers en transit, des personnes à mobilité réduite et de nombre de professionnels comme les livreurs, commerçants, artisans, professionnels de santé, ... ou encore à des familles conduisant les enfants à l'école, des personnes se rendant à des consultations ou à des soins qui voient leurs déplacements obligés, quotidiens ou ponctuels devenir un enfer.»

Incompréhension & souricières

«Nous observons une absence des solutions de contournement de la ville permettant son désengorgement, parkings de desserte surchargés, liaisons insuffisantes et inadaptées en fréquence et en horaires, une offre de transports en commun très en deçà des besoins : certaines lignes sont surchargées, d'autres quasiment inutilisées, suite à des transformations de trajets, des feux mal synchronisés qui occasionnent des embouteillages monstres y compris en bloquant les voies du tramway, réseau de voies urbaines devenant un labyrinthe comportant des souricières qui font tourner en rond les usagers, leur imposent des détours faramineux, générant des embouteillages aux retombées néfastes y compris sur la santé en termes de pollution et générant une impossibilité pour les véhicules de secours d'intervenir.

Ecrit par le 21 novembre 2024

